

Malheurs et chances du mythe européen

Autor(en): **Dieterlen, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **26 (1968)**

Heft 2

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-136322>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Malheurs et chances du mythe européen

† Pierre Dieterlen

Maître de recherche au Centre National
de la Recherche Scientifique, Paris

Comment mettre en balance les espoirs qu'a fait naître de longue date l'idée européenne et les difficultés concrètes qui lui font immédiatement obstacle ? Comment apprécier objectivement le jeu des forces contraires ? Découvrir, sous les incidents qui marquent ou masquent l'actualité immédiate, l'évolution fondamentale ? Souligner un aspect sans négliger les autres ? Rester lucide devant ce qui nous tient à cœur ? Donner consistance au mythe ?

Et comment entendre ce mot ? Au sens négatif de chose inexistante ou périmée ? Au sens sorelien d'idée force ? Ou en tant que sédiment historique ? L'Europe, en son moment actuel, est tout cela. Une certaine Europe se survit, qui nous est familière, qu'une partie importante de l'opinion et la plupart des hommes au pouvoir s'attachent à maintenir. Une autre Europe se construit, dont les partisans font figure de visionnaires, d'autant que leur vision demeure singulièrement floue, abstraite, caricaturale. Les précédents auxquels on la voudrait rattacher sont tellement lointains qu'ils constituent surtout une négation, un refus de notre passé vécu. En ce sens, la mutation est en train, puisque, ce passé, beaucoup d'entre nous le refusent. A ce refus instinctif, il reste à donner un sens.

I. Prélude au mythe

Qu'est-ce que les Européens refusent ? Tout simplement ce qui a fait le malheur de l'Europe, des divisions qui ne riment plus à rien, des ambitions dont il est désormais patent qu'elles sont vouées à être déçues. Et que peuvent-ils espérer ? Un sort assurément enviable par comparaison avec celui d'autres continents, mais un sort difficile à accepter parce qu'il les prive de certaines prérogatives exercées par eux depuis des siècles sur le plan mondial, d'une sorte de droit d'aînesse que leur mauvais exemple a galvaudé, parce qu'ils sont d'ores et déjà sous tutelle, dotés d'une souveraineté dont il ne leur est même plus loisible d'user à leur gré. Cela, ils rechignent à le reconnaître; et il est de mauvais ton de le dire ¹.

La situation présente de l'Europe n'est pas sans analogie avec celle de la Suisse au lendemain de la bataille de Marignan. Elle impose une prise de conscience. Alors

† *Note de la Rédaction* : Alors que l'article de Monsieur Pierre DIETERLEN était sous presse, nous avons appris son brusque décès. Avec ses nombreux amis, nous tenons à rendre hommage à sa mémoire ici même, en regrettant qu'un homme d'une si vaste culture ait disparu si tôt, alors qu'il avait encore tant à exprimer.

¹ Aucune des nations d'Europe occidentale n'est guérie de son complexe de supériorité, ce qui ne simplifie pas, notons-le en passant, les rapports avec le tiers monde.

que l'idée européenne, plus exactement les dynasties qui se sont successivement disputé le *leadership* européen, s'étaient fondées sur l'esprit de conquête, disons sur l'impérialisme, l'Europe doit y renoncer. Elle ne menace plus personne, parce qu'elle en est incapable. Elle est neutre en fait, même si elle ne se l'avoue pas, même si le neutralisme a encore mauvaise presse. Les alliances qu'elle conclut sont défensives. Encore ces alliances sont-elles acceptées, si l'on peut dire, du bout des lèvres, à cause du degré de satellisation qu'elles impliquent. L'Europe, de même que la Suisse, n'a aucun ennemi déclaré. Se préoccupe-t-elle de se défendre, c'est contre un adversaire indéterminé. De là, l'idée d'une défense « tous azimuts » récemment proclamée par le Gouvernement français. Encore que le mot neutralité ne soit pas prononcé, tel est le sens profond de la neutralité européenne. La neutralité, on le sait bien en Suisse, n'est pas une assurance sur la vie. Se fait-elle respecter, c'est par chance ou de haute lutte.

Mais ici surgit l'équivoque : face à cette option si contraire aux traditions, il est plus facile et plus flatteur d'exhiber un blason mal redoré, quitte à n'abuser que soi-même, et de purger l'horizon de sa pénible évidence. Cette évidence, la voici. La France, à quelques exceptions près, s'est retirée de toutes ses positions extérieures. En moins de vingt ans, la Grande-Bretagne aura abandonné Suez, puis l'est de Suez. Que rencontre-t-on en Méditerranée orientale ? La 6^e flotte américaine et des navires soviétiques en nombre croissant. Tout est suspendu à ce silencieux affrontement. Le reste est discours.

Et le discours est équivoque. Il fut un temps, qui n'est pas si loin de nous — Vercors l'a raconté sobrement — où la France s'est tue. Non qu'elle manquât de porte-paroles. Non que la France occupée n'eût rien à dire. Mais ce qu'elle avait à dire allait de soi, et rien n'était plus persuasif que son silence. Le mythe national a-t-il jamais atteint à plus de grandeur ? Un martyr, par exemple le major Davel, vaut mieux que toutes les cocardes. C'est bien là le premier malheur du mythe européen : il n'a pas encore son major Davel. Pas un seul martyr. Pas un seul complot. Pas de maquisards, ni de réunions clandestines. Ses zéloteurs tiennent tranquillement leurs assises. Et — convenons-en — ce qu'ils ont à dire ne va pas de soi.

Leurs antagonistes ont la partie belle, car l'équivoque est à son comble, et ils ne se font point faute d'en jouer. Cela, d'abord grâce à un postulat géographique. Que l'Europe s'étende de l'Atlantique à l'Oural, c'est inscrit sur la carte. Oublierait-on que le transsibérien va de Moscou à Vladivostock en territoire russe, comme le Montreux-Oberland-Bernois va de Montreux à Zweisimmen en territoire suisse ? Le vrai, c'est qu'il y a toujours eu deux Europes, l'une continentale, tournée vers l'Est, l'autre maritime, tournée vers l'Ouest. Nous sommes nés sur le second de ces territoires, nous lui appartenons. Nos pères ont fait souche jusqu'à San Francisco où des vignes sont cultivées selon des méthodes suisses. Les capitaux européens placés aux USA sont à peine moins importants que les investissements américains en Europe. En revanche, nos pères n'ont pas fait souche à Moscou. Nous n'avons pas le charme slave. Tant mieux ou tant pis. La ligne Oder-Neisse, l'Elbe, autant de limites arbitraires au regard de l'ethnologue, pertinentes à celui des mili-

taires soviétiques, soucieux d'échelonnement en profondeur. *Drang nach Osten*, Foster Dulles avait embouché cette trompette après les chevaliers teutoniques. *Drang nach Westen*, avec des fortunes diverses, cet autre cri de guerre a jalonné notre histoire. Les Arabes refoulés à Poitiers, les Turcs sous les murs de Vienne, voilà ce qui a fait ce que nous sommes et ce que les Européens, ces apatrides, entendent rester.

Situation précaire. Plus de 80 % des troupes soviétiques sont stationnées à l'Ouest, moins de 10 % du côté chinois. C'est évidemment pour leur épargner les rigueurs du climat sibérien. Qu'un coup analogue au coup de Prague se produise à Paris, très pacifiquement, avec le concours plus ou moins empressé des forces de l'ordre, c'est là une éventualité qu'on ne saurait complètement exclure et dont nous préserve principalement le pacte atlantique. Or ce pacte sera, selon toute vraisemblance, renouvelé en 1969. Nous raisonnerons donc en partant de cette hypothèse.

En d'autres termes, le mythe européen, ainsi défini provisoirement, s'intègre dans une communauté plus large que l'on peut appeler communauté de l'occident ou communauté atlantique. L'idée, séduisante à première vue, d'une Europe troisième force qui serait une sorte d'arbitre entre l'Est et l'Ouest, est illusoire. Sincèrement professée dans de larges secteurs de l'opinion européenne, eau bénite de cour dans la bouche de certains politiciens, elle ne résiste pas à l'examen. L'Europe occidentale est une tête de pont stratégique, au même titre que le Vietnam-Sud, la Corée du Nord, la Grèce, la Turquie, la plus importante de toutes par son potentiel économique. Il est, hélas! inconcevable qu'elle ne soit pas sous contrôle. De même qu'il est normal, eu égard aux forces en présence, que Washington et Moscou s'entendent directement. A supposer qu'ils cessent de s'entendre, nul ne sait de quel côté, dans quelle aventure, et au nom de quel gouvernement fantoche la population européenne serait entraînée. Grâce à la coexistence pacifique, l'Europe conserve au moins, après avoir longtemps disposé des autres, le droit de disposer d'elle-même. Jusqu'à un certain point. Etroitement surveillée sur ses deux bords, par les Américains, par les Soviétiques, et, avec quelle vigilance, par ces derniers! Nulle incartade ne lui est permise. En 1963, il a été d'autant plus facile à l'Allemagne et à la France de se réconcilier en grande pompe qu'elles sont momentanément incapables de se faire tort l'une à l'autre. Après tout, le Pays de Vaud a bien fini par s'arranger avec les Bernois. Pourquoi les Européens n'en feraient-ils pas autant ?

Nous n'en sommes pas là. Pas tout à fait. De cuisants souvenirs sont encore présents à toutes les mémoires. Si l'Europe devait attendre que les patriotes en aient terminé avec leurs ressentiments, ce prélude n'en finirait pas. Le destin de l'Europe implique au contraire qu'un patient effort apaise des rancunes qui n'auront au contraire pas été assouvies. Sa chance n'est pas négligeable, encore que les écueils soient nombreux. Ceux-ci se ramènent à trois composantes: une composante culturelle, une composante politique, une composante économique. On montrera tour à tour en quoi ces aspects se distinguent et en quoi ils se conjoignent.

II. En quoi les composantes du mythe se distinguent-elles ?

Premier aspect : *la culture européenne est une culture différenciée.*

Par culture différenciée, il serait banal d'entendre les différences de langue, de mœurs ou de religion. Ce que nous visons ici est quelque chose de plus profond, de spécifiquement européen : je veux dire l'éclairage, l'approfondissement, la prise de conscience qui naissent du voisinage et du contact de langues, de mœurs, de climats différents, parfois d'une même langue, mais parlée différemment. C'est Rousseau, Benjamin Constant, Mme de Staël, Mme de Charrière, native de Hollande, et ses *Lettres écrites de Lausanne*, c'est Ramuz, c'est, plus généralement, l'apport des écrivains suisses à la littérature française ou, en sens inverse, l'apport de la culture française à la pensée romande.

Parlant du Vaudois, Ramuz écrit : « ... le français est sa langue à lui, celle que précisément on n'apprend pas, celle qu'on pompe avec le sang dans le ventre de sa mère. » Cette langue-là, ce n'est pas la *culture*, mais en quelque sorte la *nature*.

L'esprit de Ramuz s'ouvre à la culture lorsque, pour la première fois, il se rend à Paris. Ce qu'il remarque d'abord, en levant les yeux devant la gare de Lyon, c'est le ciel d'octobre, chargé de nuées, mais de nuées rapidement mouvantes, un ciel maritime comme il n'en avait jamais vu. Il arrive ensuite rue de l'Odéon, dans la chambre d'un hôtel modeste où le frappent des rideaux de reps rouge foncé, pas très propres. Rien d'un hôtel suisse. Enfin, par la rue de Seine, il se rend quai Malaquais, et là, il découvre le paysage du Louvre, de la pointe du Vert galant, un paysage fait de main d'homme, un paysage *culturel* auquel il oppose immédiatement celui qu'il avait eu jusqu'alors sous les yeux, la vue du lac et des montagnes de Savoie, paysage *naturel*. La culture naît de ce contraste de la prise de conscience qu'il opère.

Ramuz, comme tout provincial, discerne à Paris des traits qui échappent au Parisien de naissance. Réciproquement, après un long séjour, il perçoit plus nettement ce qui constitue l'essence de son pays natal, de son langage originel, original, dont il va maîtriser l'instrument sans le trahir. Là est la culture. De même, la latinité que Goethe découvre à Rome n'est pas celle des latins, l'hellénisme présocratique de Nietzsche n'est pas celui qui s'enseigne à l'école. De même, le surréalisme français reprendra à son compte l'ironie latente du romantisme allemand, la montera, si l'on peut dire, en épingle, en fera une ironie organisée, en sorte qu'on ne lit plus Novalis après André Breton comme on le lisait avant.

Tel est le trait principal de la culture européenne : sur un territoire réduit, un maximum de différenciations. Mais des différenciations conscientes, en contact les unes avec les autres ; des frontières certes, mais de plus en plus fréquemment franchies, qui, déjà n'opposent plus, mais complètent. L'Europe culturelle était faite dès l'origine. Culture française, culture germanique n'en sont que deux éléments qui ont puisé chacun à leur manière au même fonds commun.

Deuxième aspect: *l'Europe théâtre d'oppositions politiques.*

On ne visera pas ici les oppositions entre Etats européens. Elles sont, répétons-le, caduques. En ce sens, la fédération est déjà virtuellement faite. L'obstacle, ce sont les oppositions nationales internes, les dualismes classiques.

En Grande-Bretagne, Wighs et Tories, aujourd'hui travaillistes et conservateurs, plus profondément les gens de l'*establishment* et les autres. En France, non pas droite et gauche, ce qui est par trop ambigu, mais Armagnacs et Bourguignons, Jacobins et Girondins, Molinistes et Jansénistes.

Le Gouvernement français actuel, d'inspiration jacobine, mercantiliste et colbertiste, est typiquement moliniste dans ses moyens, émule de la contre-réforme. Jusqu'au style du chef de l'Etat qui rappelle par endroit, en plus guindé, les sermons de Bossuet. La défaite de Charles le Téméraire a consacré cette lignée. Pourtant, la lignée bourguignonne survit. Songeons, par contraste, au sinueux Sainte-Beuve, Girondin avoué, qui consacra ses années d'enseignement lausannois à l'histoire de Port-Royal. Songeons à Romain Rolland, en exil à Villeneuve. Ces hommes furent des européens avant la lettre. Leur regard franchissait tout naturellement les frontières, comme celui de tant d'hommes d'Etat nés dans leurs parages: Alcide de Gasperi, Conrad Adenauer, Robert Schuman, ces hommes de la marche, conscients d'une tradition plus ancienne que le mythe national, non moins respectable, cependant — pour combien de temps encore? — éclipsée par ce dernier.

Comment oublier qu'au XIII^e siècle, une majorité de professeurs européens, étrangers selon le droit actuel, enseignait en Sorbonne, que la ville de Troyes était, au temps des foires de Champagne, une place internationale, la seule dont la France ait jamais disposé? Les Armagnacs ont réduit tout cela à leur aune centralisatrice. En lieu et place des Jésuites, réduits à la portion congrue, la France s'est donné d'autres fêrures: grands concours, grandes écoles, grands corps de l'Etat, grandes affaires, chasses gardées de ce mandarinate. On ne voit pas très bien comment l'Ecole nationale d'administration, l'Inspection générale des finances, la Société des agrégés, pourraient étendre leurs prérogatives, ne fût-ce qu'au Grand Duché de Luxembourg. Elles ne sont pas davantage prêtes à y renoncer. La liberté d'établissement ne sera pas une petite affaire. Nos Jacobins, forts de leurs droits acquis, s'y opposeront du bec et des ongles.

Pourtant, Girondine, l'industrie l'est par vocation, saint-simonienne, si l'on préfère. L'industrie allemande, en particulier, dont le poids ira grandissant, s'embarrasse peu des technocrates. Le miracle allemand, c'est bien elle. Elle s'est moquée de l'ordolibéralisme, de Eucken, de Röpke. Aujourd'hui, M. Schiller et les socio-démocrates n'ont qu'à bien se tenir. Ils sont d'ailleurs mieux élevés que l'ex-chancelier Erhard. Déjà le chancelier Kiesinger se pose en arbitre entre Londres et Paris. Il finasse. Demain peut-être, il tranchera.

« La Communauté continue », a déclaré M. Couve de Murville à l'issue de la réunion du 19 décembre. Quelle communauté? Celle d'hier, que manœuvraient les délégués français? Celle d'aujourd'hui, contentieuse et maussade? Ou une autre

communauté que les circonstances ou la diplomatie secrète feraient inopinément surgir ? Une Europe supranationale ? Pourquoi pas ? Nous n'en savons rien. Nous savons seulement que la candidature du Royaume-Uni reste posée, que la porte ne lui est ni ouverte ni fermée, et que le malaise ainsi créé pourrait bien paralyser tout ce qui se fait à Bruxelles. Ni l'Elysée, ni sans doute Whitehall n'y trouveraient rien à redire. Pour l'un et pour l'autre, la tradition serait sauve. Personne n'aurait le dernier mot. Le rêve de Robert Schuman rejoindrait ses devanciers dans l'armoire aux utopies.

Troisième aspect : *l'Europe économique ou l'identification.*

Bien que l'Europe économique ait été la première mise en chantier, c'est elle qui pose les problèmes les plus redoutables, car elle met en cause des intérêts solidement implantés et défendus.

Le fondateur de la très célèbre Ecole de Lausanne, le Français Léon Walras, que ses compatriotes méconnaissent, enseignait l'économie pure. L'économie dont on traite à Bruxelles est impure.

D'un point de vue général, je suis de ceux qui déplorent la scission entre les Six et les Sept. On notera, tout d'abord, que, partis avec un an de retard, les Sept sont allés plus vite en besogne que la C.E.E., empêtrée dans ses règlements. Plus le temps passe, plus la coexistence de deux Europes obéissant à des normes économiques différentes risque d'engendrer entre elles des divergences conceptuelles et pratiques qu'il sera de plus en plus difficile de supprimer.

Ce n'est pas tout : on doit se demander si le Traité de Rome ne s'est pas assigné des objectifs outrancièrement ambitieux, s'agissant de partenaires aussi jaloux les uns que les autres de leur souveraineté. Apparemment par prudence, les négociateurs du traité et ses commentateurs ont joué sur les mots. On a parlé d'*harmonisation* des politiques, alors qu'il s'agit de beaucoup plus que cela, d'une véritable identification faute de laquelle l'attelage tirera à hue et à dia. Ce n'est pas sans raison qu'au temps où il dirigeait la C.E.C.A., Jean Monnet parlait de *règle commune*. L'exemple de la Suisse est à cet égard instructif : l'autonomie des cantons y est préservée, mais jusqu'à un certain point seulement, celui au-delà duquel l'observance de règles communes est indispensable pour assurer la cohésion de l'ensemble, en particulier pour faire cohabiter des régions inégalement douées par la nature et les rendre institutionnellement solidaires.

Ce fut là, chacun le sait, tâche de longue haleine qui ne fut menée à bien que grâce à un haut degré de civisme. A cet égard, l'œuvre de la Commission de Bruxelles est digne d'éloges. Elle a usé avec tact et persévérance de pouvoirs qui lui étaient pourtant contestés. Presque tout, et malheureusement le plus difficile, reste à faire.

En matière monétaire, l'idée d'un système fédéral de réserve entre les Six ressort de temps à autre des tiroirs. Il est clair que, même mise en place sur le papier, une telle formule serait pratiquement lettre morte tant qu'un minimum d'intégration politique n'est pas acquis, qu'au surplus une union monétaire qui n'engloberait

point les deux places européennes internationales, à savoir Londres et, à un moindre degré, Zurich, serait dépourvue de l'essentiel, qu'en attendant, ce qu'il s'agit d'unifier, ce ne sont pas tellement les techniques de contrôle du crédit, aujourd'hui moins hétérogènes qu'il y a dix ans grâce à l'action du Comité monétaire de Bruxelles, que l'usage de ces techniques, le jugement à partir duquel elles sont mises en œuvre. Aujourd'hui encore, une même conjoncture sera jugée alarmante à Francfort, rassurante à Paris. Les interventions de la Banque de France sont presque toujours tardives et timides, alors qu'à deux reprises la Banque d'Italie a redressé une situation critique en ayant recours à des mesures énergiques dont la nécessité ne serait ni comprise, ni probablement acceptée par les milieux économiques français. La proposition la plus réaliste consisterait, si le désordre monétaire actuel en laisse le temps, à reconstituer entre les mêmes partenaires que lors du Plan Marshall un mécanisme analogue à celui de l'Union européenne des paiements, financé cette fois par les Européens eux-mêmes, mécanisme grâce auquel la fixité des parités entre les partenaires aurait plus de chances d'être assurée.

En matière fiscale, la généralisation de la T.V.A. (taxe à la valeur ajoutée) est un résultat positif. Il n'est pas exempt d'aléas. L'Italie est en arrière de la main. Les taux étant plus bas en Allemagne fédérale qu'en France, des distorsions risquent de s'ensuivre. L'adaptation réciproque des impôts directs, faute de laquelle l'ensemble sera boiteux, reste à entreprendre, mais au prix de quelles difficultés!

La politique des transports, celle de l'énergie, le droit commun des sociétés commerciales, tout cela est encore dans les limbes. Un seul résultat tangible, imputable au savoir-faire des négociateurs français : la politique agricole commune. Après maintes péripéties, elle n'a pas pris un mauvais départ. Cependant, ses modalités financières doivent être révisées et mises au point en 1969. Il n'est pas sûr que les charges qu'elle impose à certains participants, notamment à l'Allemagne fédérale, soient tolérées à la longue. De toute façon, les difficultés techniques, les interprétations divergentes risquent de dégénérer en un interminable contentieux¹.

En attendant, les idéologues de l'Europe disposent d'un dérivatif : la programmation à moyen terme. Si elle doit être, comme la planification indicative à la française, essentiellement décorative, elle ne fera de mal à personne. Son meilleur titre de gloire serait de former, comme en France, une équipe d'experts qualifiés, techniciens de premier ordre, marxistes pour la plupart, et prêts à appliquer une planification autoritaire le jour où celle-ci sera à l'ordre du jour. Cette autre Europe porterait à son comble l'identification des méthodes et des idées. Il n'est pas impossible, répétons-le, que l'échec de l'Europe libérale y conduise finalement.

Pour l'heure, l'Europe en gestation suit une route capitaliste que tempère discrètement un socialisme assagi, à vrai dire de peu de conséquence aussi longtemps que l'obstacle politique n'est pas levé.

¹ Cf. notre article « La politique agricole commune, chance ou malchance de l'Europe », *Aussenwirtschaft*, sept. 1966.

III. En quoi les aspects culturels, économiques et politiques se conjoignent-ils ?

Nous disons bien, se conjoignent, et non pas convergent ou se rejoignent. Car comme il existe entre eux autant d'antinomies que d'interférences, on ne peut les accorder qu'en leur assignant un objectif commun. Mais quel objectif ? La grandeur ? Le tiers monde jalouse l'Europe, mais ne la prend plus au sérieux. On ne lui pardonne pas d'avoir colonisé, encore moins d'avoir décolonisé. Et si l'on s'accommode d'une sorte de néo-colonialisme, c'est évidemment en attendant mieux. Quoi ? Nul ne le sait. La croissance ? Dans cette course, l'Europe a peu de chance, à long terme, d'être gagnante. Il est inimaginable que nous fassions aussi bien que le Japon, ou qu'Israël, si Dieu lui prête vie. Reste la culture. Encore cette ultime carte appelle-t-elle bien des nuances.

Le mot culture doit ici être élargi : il embrasse non seulement les formes de l'art, de la pensée, de la science, mais aussi leurs prolongements matériels, certaines commodités, les conditions de l'habitat, le style de vie. Car tout cela est menacé, non pas de l'extérieur, mais par nous-mêmes, par l'incapacité où l'Europe s'est trouvée entre les deux guerres de mettre de l'ordre dans ses affaires, et, une fois sortie de la catastrophe, de remettre les problèmes dans leur ordre. L'ordre naturel des problèmes était le suivant : d'abord le problème politique. C'était affaire de volonté. Le reste eût été donné par surcroît, alors que, dans l'ordre inverse, en dépit de prémices encourageantes, tout risque à chaque instant d'être remis en cause. La chose avait pourtant été bien vue, notamment par les promoteurs de la C.E.D. Cette formule militaire était une manière élégante d'amorcer une solution politique, de même que l'idée d'une communauté de défense a été à l'origine de la Confédération suisse. Initiative française, la C.E.D. a été rejetée, on le sait, par les votes conjugués des communistes et des hommes qui sont actuellement au pouvoir en France. Cela étant, le problème de la sécurité de l'Europe occidentale n'est pas résolu, et il n'est pas près de l'être. L'erreur cardinale de l'avant-guerre a été commise en 1936, lorsque Hitler a réoccupé la Rhénanie sans coup férir, et non pas en 1938 lors des accords de Munich, car il était déjà trop tard. Le vote du 30 août 1954 constitue peut-être une faute du même ordre, au regard de laquelle l'opposition mise à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun n'est qu'un épisode. Cet ostracisme, pompé, dirait Ramuz, avec le sang dans le ventre de la mère, obéit à sa logique propre : Herbert Luthy l'a parfaitement analysé.

Sur ce point précis, une seule chance, qui n'est pas immédiate mais que semblent laisser ouverte tous les précédents de l'histoire. La Régence succède à Louis XIV, le Directoire à la Convention, Gambetta au duc de Broglie. Ce n'est pas forcément mieux, c'est autre chose. Sans verser dans une dialectique abusive, disons qu'à force de se voir exacerbée à tout propos et hors de propos, l'idée nationale, une certaine idée de la nation, se galvaude, et que, parallèlement, à force de se voir vilipendé par ses adversaires, le mythe européen, une certaine idée de l'Europe, celle de Robert Schuman et de Jean Monnet, s'enracine sans qu'il y paraisse.

Quel en sera l'instrument? Ce peut être ou n'être point la Commission de Bruxelles. Le général de Gaulle l'a dit lui-même dans sa dernière conférence de presse: L'institution bruxelloise n'est pas irremplaçable. Il a raison: le Traité de Rome n'est pas la Bible.

S'il est clair que l'Europe n'a pas trouvé son moule politique, si sa position économique est, somme toute, enviable, en revanche, c'est sa culture qui me paraît avoir subi les dégâts les plus graves, les plus difficiles à réparer.

Pour nous en tenir au domaine économique, combien de vides! Les maîtres viennois contraints par les nazis de s'exiler aux USA. Walras, mort à Clarens en 1910, a bien un continuateur, et des plus brillants, le Français Gérard Debreu, chef du Département économique de l'Université de Californie à Berkeley. Il a un « éditeur », au sens anglais du terme, le professeur Jaffé de la Northwestern University, dont les textes font autorité.

Et voici qui est plus frappant: en Europe même, il semble que la pensée ait cessé d'être novatrice. Voyez les jeunes: Gellner se taille un franc succès à Oxford en s'en prenant à Wittgenstein, homme d'avant-guerre. Gilles Deleuze disserte sur Nietzsche, Jacques Derrida procède de Husserl, Louis Althusser applique à Marx une analyse structurale. Ce vin nouveau aime les vieilles outres. Michel Foucault dessine une archéologie des sciences humaines. Devons-nous parler d'une archéologie de la culture européenne?

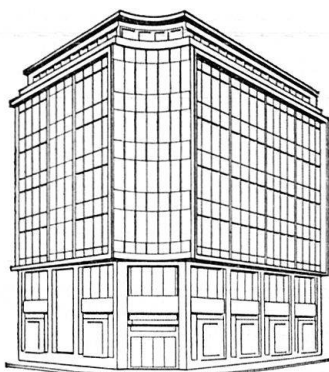
Cette question domine tout le reste. Ramuz l'avait pressentie. Lorsqu'il arrive à Paris, en 1910, il croit s'installer — ce sont ses propres termes — dans la *capitale du monde*. En 1938, lorsqu'il met la dernière main à son livre, il discerne les signes du déclin. Aujourd'hui, les fastes de Montparnasse se sont transportés à Greenwich Village. Le mouvement des *hippies* naît à San Francisco. Ce n'est pas si mal. Ceux d'Europe sont des imitateurs.

Les gratte-ciel d'Europe, les cartes de crédit, les drugstores, autant d'imitations, parfois améliorées. Car quoi de plus commode et de plus abominable qu'un drugstore! Comment interpréter ce mimétisme? Et que dire des grandes affaires européennes? A la seule exception d'Agfa-Gevaert, elles ne fusionnent pas entre elles, mais s'abouchent avec des entreprises américaines, plus puissantes qu'elles. Là encore, les Américains ont pris l'initiative. Ils vont de l'avant sans barguigner, tandis qu'on marchande à Bruxelles à coup de procédure et qu'on affiche bien haut et bien à la légère une volonté d'indépendance.

Et voici le défi qu'il est un peu tard pour relever. Le fils prodigue est de retour, mais un fils prodigue d'un nouveau style: impénitent, qui a fait fortune, qui a sauvé son père, et qui lui offre le veau gras. Tâchons néanmoins de lui pardonner. Ses méthodes de travail valent mieux que les nôtres. Pardonnons-lui. Si au moins nous battions notre coulpe. Mais non! Le mélange d'américanomanie et d'américanophobie, analogue à celui qui sévit de longue date en Amérique latine, serait consternant si aucun antidote ne pouvait lui être opposé.

Cet antidote, ultime chance de l'Europe, que celle-ci s'unisse ou ne s'unisse pas, je le trouve encore dans sa culture, dans une forme de culture que les autres

n'ont pas, du moins pas au même degré. Je ne le trouve pas chez les hommes qui se voulurent ou se prétendirent universels, œcuméniques, comme on dit aujourd'hui. Il y en a heureusement de moins en moins. Je ne le trouve pas dans les métropoles. Elles deviennent monstrueuses. Je le trouve à l'échelon local que préservent à la fois sa différenciation et son identité. Je le trouve chez Ramuz. Je termine en le citant: « Nous ne sommes chacun, écrit-il, qu'un tout petit morceau du monde: ce qu'il importe seulement c'est que chacune de ces infimes parties du monde prenne conscience de l'ensemble où elle se trouve engagée, tout en sauvegardant son autonomie ». Retenons ce dernier mot et la leçon qu'il comporte. Ramuz avait l'esprit juste. Il ne trompait pas son interlocuteur. Il l'instruisait de ses limites qui sont aussi celles de l'Europe. Une Europe ouverte sur le monde, mais autonome, n'est-ce pas le mieux que nous puissions espérer? Rompre notre propre pain, vider notre propre verre après l'avoir empli de notre propre vin.



Toutes opérations de banque
aux meilleures conditions

Caisse d'Épargne et de Crédit

Lausanne

**Lucens - Morges - Renens
Saint-Prex - Vevey**

19 agents régionaux dans le canton